

Rapport de la deuxième rencontre préparatoire portant sur l'accessibilité et la participation aux études supérieures et déroulant à Trois-Rivières les 13 et 14 décembre 2012

Sous-titre : « Vous êtes tellement mignons »

Les participants et participantes

La délégation de l'ASSÉ

Trois participants et participantes : Nadia Lafrenière, Emile Plourde-Lavoie et Blandine Parchemal.

Deux observateurs : Justin Arcand et Maxence Valade.

Les autres

Il n'y a pas de changement à noter par rapport à la première rencontre. Au total, il y avait 60 invités dont 52 participants statutaires. Parmi ces derniers :

- 31% d'étudiants : ASSÉ, Associations non affiliées (il s'agissait ici de l'AGE UQTR), FAEUQEP, FECQ, FEUQ, TACEQ.
- 23% d'établissements : Association des collèges privés, CREPUQ, Fédération des cegeps, Président du C.A d'une université, Université du Québec.
- 23% de professeurs et syndicats : CSN, CSQ, FQPPU, FTQ.
- 23% de la société civile : ACFAS, Chantier de l'économie sociale, CIQ, CPQ, CQCM, FCCQ, FCEI.

Parmi les 8 invités du ministre, on retrouvait à nouveau Gerry Sklavounous le député libéral de Laurier-Dorion et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur. Pas de véritable anecdote cette fois-ci à part que nous lui avons transmis un exemplaire de notre mémoire sur la gratuité scolaire.

Jeudi 13 décembre

Discours de Pierre Duchesne

Après un discours de la rectrice de l'UQTR et du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, M. Yves-François Blanchet, qui s'est octroyé le mérite de l'existence de ce sommet (on s'entend que la grève n'y est pour rien là-dedans), c'était au tour du ministre de l'enseignement supérieur de fournir son habituel discours d'ouverture.

Son discours a commencé par une tentative de justification des coupures annoncées la semaine précédente : il a été question de gestes nécessaires pour résorber l'impasse budgétaire, de budget qui cherche à atteindre l'équilibre. Il a insisté sur le fait qu'il n'avait guère le choix et que c'était la bonne décision pour préserver l'avenir. Cette section de son discours s'est terminée par une citation des plus détournées :

« La rigueur vient toujours à bout de l'obstacle » - Léonard de Vinci

Il a également parlé des 600M alloués pour le sommet (soit presque la somme nécessaire pour la gratuité scolaire) et du budget pour l'enseignement supérieur qui dès 2013-2014 augmenterait de 3,15%.

S'en est suivi un florilège de formules imagées :

« Le sommet est un papier sur lequel s'écria l'avenir de l'éducation, ne laissons pas tomber nos plumes ».

« Il faut aplanir les dissonances pour créer de l'harmonie ».

« Rome ne s'est pas faite en un jour, c'est la même chose pour l'éducation ».

Il a ensuite été beaucoup question du Rapport Parent mais sans jamais mentionner que celui-ci recommandait la gratuité scolaire à moyen terme pour les universités.

Par ailleurs, et c'est quelque chose qui a été très présent durant les deux jours de rencontres, le ministre a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas s'arrêter à la question des droits de scolarité. Cette position a été reprise par l'ensemble des participants et participantes qui défendaient l'indexation ou une hausse. L'idée étant de montrer que les droits de scolarité ont peu d'incidences sur l'accessibilité et qu'ainsi, peu importe qu'ils soient indexés ou non.

Il a fini son discours par un certain romantisme en évoquant son enfance et ses études.

Présentation des trois « experts » et « expertes »

Commentaires généraux :

On a pu remarquer une certaine amélioration dans la mesure où cette fois-ci deux femmes étaient présentes. Néanmoins, les trois experts et expertes étaient pour deux d'entre eux et elles des professeurs et professeures d'économie et pour la troisième, une professeure en administration.

Si avant leur présentation le gouvernement a pris la peine de mentionner qu'il ne souhaitait pas imposer sa vision, les trois personnes présentes représentaient pourtant la vision du gouvernement.

Par ailleurs, nous avons retrouvé cette dichotomie, déjà présente à la première rencontre, entre une présentation relativement hors-sujet quant à l'accessibilité et deux autres en plein dans l'indexation.

Première présentation :

La présentation d'Elena Laroche, professeure à l'École des sciences de l'administration et directrice des études de la TELUQ, portait essentiellement sur la formation à distance et nous semblait relativement hors-sujet quant à la question de l'accessibilité. Néanmoins, le développement de la formation à distance et son amélioration est quelque chose qui a beaucoup été repris ensuite dans les consensus le lendemain.

Deuxième présentation :

La présentation de Valérie Vierstraete, professeur d'économie à l'Université de Sherbrooke, tentait de voir par quels mesures l'étudiant ou l'étudiante serait à mieux à même de pouvoir payer ses études : développer le travail salarié, encourager la contribution parentale, encadrer l'endettement. Il a ainsi peu été question d'indexation dans sa présentation en tant que telle mais parce qu'elle partait de la position évoquée plus haut selon laquelle les droits de scolarité constituent une infime part dans le problème de l'accessibilité.

En revanche, nous avons noté un net décalage entre sa présentation relativement « correcte » et ses réponses aux questions franchement révoltantes. C'est comme si le gouvernement lui avait demandé de respecter un cadre dans sa présentation, cadre disparu ensuite.

Ainsi, elle a beaucoup accentué dans ses réponses sur la notion de « dette raisonnable » allant même jusqu'à dire que « si tu ne peux pas être capable de rembourser tes dettes, tu devrais reconsidérer ton orientation scolaire ».

Plus tard, elle a expliqué en quoi instaurer la gratuité scolaire conduirait au gaspillage comme c'est le cas pour l'eau et l'électricité. Elle a ainsi dit que des frais de scolarité étaient un gage de discipline (dans le sens où vu que nous payons, alors nous allons mieux étudier que si c'était gratuit).

Troisième présentation :

La présentation de Pierre Fortin, professeur émérite de sciences économiques à l'UQAM, était une défense pure et dure de l'indexation.

Trois types d'indexation ont été présentés : une indexation au coût de fonctionnement des universités par étudiant à temps complet (3,5%/an), une indexation au revenu disponible par habitant des ménages (3,0%/an), une indexation à l'indice des prix à la consommation (« coût de la vie ») 2,0%/an).

Nous avons relevé des problèmes dans son calcul du coût des droits de scolarité : de fait, l'indicateur utilisé étant le revenu disponible par habitant, il est impossible de mesurer l'effet pour les plus vulnérables. Par ailleurs, ce calcul ne reflète pas la réalité étudiante : ainsi, suivant le tableau, c'est seulement 4,5% de notre revenu disponible que nous utilisons pour les droits de scolarités dans une situation de gel.

Vous pouvez retrouver son tableau de comparaison des neuf scénarios d'évolution des droits de scolarité ici :

http://www.mesrst.gouv.qc.ca/fileadmin/administration/librairies/documents/documents_accessibilite/EXP_PIERRE_FORTIN_expose_deuxieme_rencontre_thematique.pdf

Il a également effectué une distinction entre gel relatif et gel absolu en associant l'indexation à un gel relatif. Nul besoin de préciser que le terme de gel relatif est une contradiction dans les termes (un gel ne peut pas être relatif par définition).

Par ailleurs, il a beaucoup été question d'effort financier à faire sans qu'il n'y ait aucune réflexion sur la finalité de cette demande. Cet effort financier a à nouveau été présenté comme la clé de la détermination et de la persévérance scolaire.

Dans les réponses aux questions, il a simplement réitéré sa position selon laquelle l'indexation était la meilleure mesure pour le gouvernement.

La période de questions :

Nous sommes allées poser deux questions au micro : la première concernait les objectifs de l'indexation (quelles sont les finalités de l'indexation?). La réponse a été celle d'éviter une nouvelle crise sociale ou de tomber dans une « République des casseroles » pour reprendre les mots de Pierre Fortin. Un membre de la FTQ a également posé la question des finalités de l'indexation. La deuxième a consisté à remettre en question le préalable de l'indexation ou du gel qui est de penser que l'on doit payer pour étudier. Nous avons rappelé que le travail premier d'un étudiant ou d'une étudiante devrait être d'étudier et non de travailler pour étudier. A cela, on a demandé si nous souhaitions le salariat étudiant.

Vendredi 14 décembre

Présentation des contributions

Vous pouvez retrouver l'ensemble des contributions à ce lien : <http://www.mesrst.gouv.qc.ca/contenus/sommet-sur-lenseignement-superieur/les-thematiques/laccessibilite-et-la-participation-aux-etudes-superieures/>

(1) Confédération des syndicats nationaux (CSN)

→ Défense de la gratuité scolaire, au minimum le gel

Ils ont fait référence aux longues périodes de gel qui ont favorisé l'accessibilité par rapport aux hausses et ont prôné l'instauration progressive de la gratuité scolaire. Ils ont critiqué le principe de l'utilisateur-payeur, les mécanismes d'assurance-qualité et ont dénoncé la marchandisation de l'éducation. Selon eux, l'indexation équivaut à une hausse. Ils ont également insisté sur le concept d'éducation comme responsabilité sociale ainsi que sur l'importance de l'engagement de l'Etat.

(2) Central des syndicats du Québec (CSQ)

→ Défense du gel dans une perspective de gratuité scolaire

Leur présentation portait essentiellement sur le gel. Ils ont avancé la proposition selon laquelle le gouvernement serait le prêteur au lieu des institutions financières. Ils se sont positionnés en faveur d'un encadrement des frais afférents, de la création d'un organisme de coordination et de la gratuité scolaire de la formation continue à temps partiel dans les cégeps.

(3) Université du Québec (UQ)

Partant du postulat que les frais de scolarité sont un faible obstacle à l'accessibilité, ils n'en ont presque pas parlé (ils se positionnent simplement contre une hausse drastique). Ils ont commencé par une dénonciation rapide des compressions budgétaires puis ont beaucoup parlé d'accessibilité géographique ensuite.

Ils ont également insisté sur le concept de mauvaise perception : les étudiants et étudiantes auraient souvent une mauvaise perception des frais de scolarité et de la dette. Mauvaise perception due au fait ne pas prendre en compte le retour sur investissement. Il a d'ailleurs souvent été question d'aversion de la dette qu'il s'agirait de mettre de côté pour que tout soit réglé (comme si l'endettement était simplement une question de bonne ou mauvaise perception et non une situation de fait).

(4) Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP)

→ Défense du gel

Ils ont peu parlé des frais de scolarité. Il a essentiellement été question de formation à distance et de formation continue, de reconnaissance des acquis. Ils se sont également positionnés en faveur de la création d'un organisme de coordination.

(5) ASSÉ

→ Défense de la gratuité scolaire

Préambule : il est important avant tout de mentionner l'erreur du gouvernement lors de notre présentation. De fait, nous avons dû composer avec un powerpoint avec deux acétates par page au lieu d'une pleine page. La version deux acétates par page devait uniquement servir pour l'impression et non pour la présentation. Suite à notre présentation, ils sont venus s'excuser pour cette erreur en expliquant qu'ils n'avaient pas réussi à trouver le bon powerpoint (pourtant envoyé lundi soir)... Il est assez ironique de voir que cette erreur n'a été commise pour aucune autre présentation hormis la nôtre. Cette erreur a pesé sur la qualité de notre présentation à la fois pour le public qui ne voyait pas nos graphiques, tableaux, etc. et pour nous-mêmes qui avons de la difficulté à accorder powerpoint et paroles dans la mesure où c'était relativement illisible.

Vous pouvez néanmoins revoir notre présentation à ce lien : <http://webcasts.pqm.net/client/mesrst/event/584/fr/> Et consulter notre contribution : http://www.mesrst.gouv.qc.ca/fileadmin/administration/librairies/documents/documents_accessibilite/CONTR_ASSE_presentation_deuxieme_rencontre_thematique.pdf

Nous avons défendu notre revendication en faveur de la gratuité scolaire ainsi que nos positions sur l'Aide Financière aux Études.

Encore une fois, nous sommes ouverts à toute suggestion, questionnement ou critique.

(6) Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

→ Défense du gel dans une perspective de gratuité scolaire (la fin ayant été dite faiblement)

Il a beaucoup été question de la différenciation entre cégeps des régions et cégeps des villes. Ils ont critiqué le financement par tête d'étudiants et étudiantes et l'ont posé comme un financement mal adapté. Ils se sont positionnés en faveur d'une bonification de l'AFE, du maintien du réseau collégial en région ainsi que pour la création d'une Agence Nationale des cégeps.

(7) Association des collèges privés du Québec (ACPO)

Il n'a pas vraiment été question de frais de scolarité. Ils se sont positionnés en faveur d'une bonification de l'aide aux études.

(8) Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)

→ Défense d'une hausse

Leur présentation n'a pas porté sur la question de l'accessibilité en tant que telle: il s'agissait simplement pour eux de montrer comment les universités et cégeps pourraient mieux répondre aux besoins de main-d'œuvre des entreprises, comment pourrait s'effectuer un meilleur arrimage entre la formation et les besoins du marché. Leur questionnement a aussi porté sur la façon d'augmenter le taux de diplomation universitaire : l'accessibilité pour eux ne renvoyait pas à l'accès à l'enseignement supérieur mais au taux de diplomation.

De la même manière que l'UQ, ils ont expliqué qu'il ne fallait pas associer une augmentation des frais de scolarité avec une moins grande accessibilité. Ils ont là-dessus donné l'exemple des Etats-Unis versus la France où le taux d'accès serait le même malgré des frais de scolarité très différents (la viabilité de cette comparaison est plus que douteuse). Ils ont fini en parlant de la nécessité de valoriser l'éducation.

Constats suite à l'ensemble de ces contributions :

Aucune contribution n'a défendue l'indexation en tant que telle. Deux ont défendu la gratuité scolaire. Deux le gel dans une perspective de gratuité scolaire. Une le gel. Une la hausse.

L'interlude de Benoît Dubreuil, Round 2

A la fin de la présentation des contributions, Benoît Dubreuil, l'attaché politique du ministre, est venu s'asseoir à notre table pour répéter l'exercice de la première rencontre. Il nous a demandé si nous allions jusqu'à demander la gratuité scolaire pour étudiants internationaux et étudiantes internationales. Nous avons répondu que cela allait de soi (pourquoi l'éducation serait un droit réservé aux natifs et natives du pays ou de la province?). Selon lui, aller jusque-là, ce serait prendre le risque que des universités comme McGill et Concordia soient envahies par les étudiants et étudiantes des Etats-Unis et de l'Ontario. Après cette conversation, nous lui avons signalé qu'il allait à nouveau se retrouver dans notre rapport et il nous a répondu : « Vous êtes tellement mignons ». Nous lui avons conseillé d'écrire lui aussi un rapport pour plus d'égalité mais il semblerait que ce ne soit pas dans les pratiques du PQ...

Nous avons décidé de faire de cette citation le sous-titre du rapport dans la mesure où cela résume pas mal le mépris ressenti souvent envers notre position de gratuité scolaire, position pourtant défendue par plusieurs acteurs et actrices de la communauté universitaire.

Période de questions

Nous avons fait deux interventions : lors de la première, nous avons questionné les finalités de l'accessibilité géographique, accessibilité défendue par l'ensemble des contributions presque et sur laquelle semblait s'établir un consensus. Nous avons posé la question du type de programmes implantés en région et du risque potentiel d'implantation de programmes axés sur la pure création de main-d'œuvre. Lors de la deuxième, nous avons interrogé la notion de valorisation de l'éducation prônée à la fin de leur intervention par la FCEI. Nous avons ainsi rappelé que considérer l'étudiant ou l'étudiante comme l'utilisateur ou l'utilisatrice d'un service, ce n'était pas valoriser l'éducation mais la considérer comme un bien marchand alors qu'elle est un droit et qu'en ce sens elle doit être publique, gratuite et accessible à tous.

Nous tenons à souligner les bonnes interventions de la CSN et de la FTQ qui allaient dans le sens de nos interrogations et posaient la question de notre rapport à l'éducation.

Les ateliers

La configuration des ateliers était relativement différente de la dernière fois. Les trois ateliers n'étaient pas autant divisés au niveau des sujets abordés ce qui les rendait un peu

moins superficiels. La recherche du consensus à tout prix était aussi beaucoup moins présente. Peut-être parce qu'avant même la tenue des ateliers, il était évident qu'il ne pourrait pas y avoir consensus sur la chose essentielle, à savoir les frais de scolarité. Finalement, les consensus se sont faits autour de positions très évasives et sans réelles importances : par exemple, il y a eu consensus dans les trois ateliers sur le fait qu'il s'agissait d'améliorer l'accessibilité (la belle jambe!).

Voici les intitulés des ateliers :

- Atelier 1 : Quels ajustements devraient être apportés au modèle québécois d'accessibilité et de participation aux études supérieures? Deux angles d'approche: accessibilités financière et accessibilité organisationnelle.
- Atelier 2 : Le Québec devrait-il se fixer des objectifs précis en matière d'accessibilité, de participation et de persévérance (obtention du diplôme) pour les prochaines années? Deux angles d'approche : accessibilité financière et accessibilité socioéconomique et culturelle.
- Atelier 3 : Quels sont les défis à relever, en termes d'accessibilité et de participation aux études supérieures, afin de permettre au Québec de s'ancrer durablement dans la société du savoir? Deux angles d'approche : accessibilité financière et accessibilité géographique.

Nous tenons tout de même à dire que dans chacun des ateliers deux visions s'affrontaient la plupart du temps : une vision de l'éducation comme droit qui doit être accessible, publique et gratuite / une vision de l'éducation comme répondant aux besoins des entreprises et du marché.

Nous avons également remarqué pas mal d'agressivité de la part de la FEUQ à notre égard, notamment au moment d'établir les consensus. Dans un atelier par exemple, alors que trois organisations s'étaient prononcées en faveur de la gratuité scolaire et que nous avons exigé que cette position apparaisse dans la rubrique « Divergences » (elle n'avait pas été notée bien que mentionnée à plusieurs reprises dans les discussions), le représentant de la FEUQ s'y est opposé fermement. Il a finalement accepté à condition que les termes hausses, indexation et gel apparaissent aussi. Ce qui a été fait. Dans chacun des ateliers, leur préoccupation essentielle était la question de l'endettement et de l'AFE, non celle de la conception de l'éducation véhiculée par l'indexation par exemple. De la même manière alors que la représentante de l'UQ demandait à ce qu'il soit inscrit qu'il y ait consensus autour du fait que l'enseignement supérieur soit « accessible à tous selon la volonté et l'aptitude » et que nous nous sommes opposés à cet ajout de « selon la volonté et l'aptitude » qui nous semblait établir un tri remettant en cause le concept même d'accessibilité à tous, la FEUQ a raillé notre position exprimant qu'il n'y avait aucune différence entre les deux. Il semble que oui puisque la représentante de l'UQ s'est finalement opposée à ce que le « tous » soit inscrit tout seul et a préféré qu'on mette juste « que l'enseignement supérieur soit accessible ».

Le retour en plénière

La reprise des ateliers par les animateurs et animatrices de ces derniers était davantage correcte que la dernière fois (pas de consensus ajoutés par exemple). Comme mentionné précédemment, les points de convergence se sont établis autour de points sans grande performativité.

Lors de la table ronde, l'ensemble des participants et participantes ont pour la plupart réaffirmé leurs positions déjà présentées plus tôt dans la journée. A la suite de la réaffirmation de notre revendication de gratuité scolaire, certains participants et participantes (CREPUQ, UQ, Conseil du patronat) ont réagi en dissociant gratuité et qualité : instaurer la gratuité, ce serait ouvrir la voie à des universités de qualité médiocre. Mais de même que nous sommes conscients et conscientes que la gratuité scolaire seule ne pourra pas effacer les inégalités socio-économiques de départ et que l'accessibilité ne sera toujours pas totale même avec l'instauration de la gratuité, de même nous sommes conscients et conscientes que la gratuité doit s'accompagner du maintien d'un financement public important dans les universités.

La synthèse des deux « grands témoins »

Il n'y a pas grand chose à en dire à part que l'accent était mis sur les consensus sans grande importance établis et non sur les dissensions profondes autour de la question des frais de scolarité. Il a par ailleurs été question de dédramatisation autour de la question des frais de scolarité et du fait de ne pas se laisser aveugler par les divergences et aller vers les consensus.

Trois hypothèses ont tout de même été présentées :

A) L'indexation des frais de scolarité au revenu disponible par habitant, mécanisme de RPR et bonification de l'AFE.

B) La gratuité scolaire à tous les niveaux, accompagnée d'une bonification de l'AFE

C) La hausse des frais de scolarité avec un arrimage de la formation aux besoins des entreprises, des campagnes de sensibilisation sur la valeur des études universitaires et une bonification de l'AFE.

Le gel n'est donc pas un scénario d'après les deux grands témoins et l'indexation est présentée comme une position mitoyenne. La stratégie semble être de diviser les acteurs et actrices qui ont une position de gel pour les faire choisir entre la gratuité et l'indexation...

Discours de Léo Bureau-Blouin

Un questionnement : comment arriver à des consensus?

Quelques piques à l'encontre de l'ASSÉ (ou des recteurs et rectrices?): « Plusieurs ont essayé de faire dérailler le sommet jusqu'à le qualifier d'inutile ».

« Certains vont encore essayer de prendre l'absence de consensus pour décrédibiliser le processus » (Il s'est trompé : ce n'est pas l'absence de consensus mais la recherche de consensus à tout prix qui est à dénoncer).

Phrase de fin associée à des vœux de fête : « Rêver ensemble de l'enseignement supérieur ».

Discours de clôture de Pierre Duchesne

Il a commencé son discours en exprimant le fait que la population leur demandait de s'entendre sur le sujet pour assurer la stabilité sociale. Il a ensuite rappelé les différents modèles d'indexation.

Pour ce qui est de la gratuité scolaire, il a affirmé qu'il attendait des chiffres et son coût alors même que lors de notre dernière intervention dans la table ronde, nous avons rappelé l'ensemble des bénéfices de la gratuité scolaire sur le plan de notre rapport au savoir, sur le plan social et celui de l'accessibilité en regard de son faible coût financier... Mais ce qui est hors du coût financier et réfère bien davantage au projet de société que nous souhaitons nous donner collectivement ne semble pas intéresser le ministre.

Ce qui est d'autant plus ironique, c'est que juste après, il a remercié la FEUQ pour son travail sérieux concernant l'AFE.

Il a par ailleurs exprimé le fait qu'il était important d' « offrir un accueil adéquat aux clientèles particulières ». Difficile en effet de pouvoir concevoir la gratuité scolaire autrement que du point de vue financier quand on considère les étudiants et étudiantes comme des clients et clientes. Il faut d'ailleurs mentionner que l'ensemble de l'équipe du ministre utilise le terme de « clientèle » pour nous qualifier (dans les ateliers, nous avons dû nous battre à chaque fois pour ce que ce terme soit enlevé).

Il a fini en expliquant qu'il fallait passer à l'action. Il a aussi mentionné le fait qu'il avait visité deux laboratoires de l'UQTR dans l'après-midi. Cette visite semblait plus importante que d'écouter les participants et participantes de la rencontre débattre.

Notre analyse globale

A nouveau, nous tenons à critiquer le temps compressé de la rencontre : avec les présentations du jeudi soir et celles du vendredi commençant dès 8h, il est difficile de rester attentif jusqu'au bout. Plusieurs autres organisations nous ont également signifié leur épuisement à la fin de la journée du vendredi. La salle principale où avaient lieu les débats

laissaient également à désirer : salle sombre, des bouches d'aération qui diffusaient de l'air froid.

Par ailleurs, si lors de la dernière rencontre, nous avons déploré le faible « activisme » des organisations syndicales, un net changement s'est opéré lors de celle-ci : leurs interventions étaient souvent pertinentes et rejoignaient nos positions. Contrairement au gouvernement et autres organisations comme la CREPUQ, l'UQ, la FCEI, ils étaient très préoccupés par la question des frais de scolarité et de l'endettement étudiant. Ils ont également à plusieurs reprises questionné la vision de l'éducation véhiculée derrière l'indexation.

Si la recherche de consensus était beaucoup moins forte lors de cette rencontre, ce n'est pas en raison d'un changement de cap du gouvernement mais en raison du thème de cette rencontre, soit l'accessibilité, et plus particulièrement en raison des oppositions concernant les frais de scolarité. Il n'en reste pas moins que la position du gouvernement en faveur de l'indexation était claire et qu'elle est ressortie à la fin avec les trois hypothèses. Il est évident qu'elle sera à nouveau sur la table lors du sommet.

Finalement, cette rencontre préparatoire aura été un grand exercice de relations publiques : on a laissé à chaque organisation la possibilité de défendre sa position tout en sachant bien à la fin laquelle sera mise de l'avant. Et si le ministre a pris le temps d'aller visiter deux laboratoires dans l'après-midi, c'est sûrement parce qu'il ne trouvait pas vraiment important d'écouter les autres positions en présence, sa position étant déjà faite depuis longtemps.

Pour finir, nous vous invitons à lire et diffuser notre mémoire sur la gratuité scolaire beaucoup plus développé que notre powerpoint :
<http://www.gratuitescolaire.info/sommet>

Solidairement,

Les déléguées et délégués de l'ASSÉ présent-e-s à la deuxième rencontre.